

La « chasse aux Zaïrois » à Luanda*

DIX -sept ans après l'indépendance, après l'avoir longtemps éludée, dans un discours globalisant sur la « nation angolaise » et sur l'« unité nationale du Cabinda au Cunene », le pouvoir angolais se voit contraint de tenir compte de l'existence d'identités ethnico-régionales qui s'affirment à la faveur du processus d'ouverture démocratique. La question de la place des Bakongo dans la société globale a pris les devants de l'actualité et la contestation kikongo s'est nettement radicalisée après les événements du 22 janvier 1993 à Luanda, qui prirent pour cible les citoyens angolais de cette ethnie (1), particulièrement ceux ayant vécu à l'étranger, pour le plus grand nombre au Zaïre — appelés en Angola *regressados* (rapatriés) ou *Zairenses* (Zaïrois) —, faisant de nombreuses victimes et marquant un tournant dans la complexe problématique angolaise.

Ce jour-là, des troubles éclatent presque simultanément dans plusieurs marchés et quartiers populaires de la capitale. Des Angolais *regressados* et des citoyens zaïrois vivant en Angola sont agressés, et leurs résidences pillées par des groupes hétérogènes. Les exactions s'étendent dans la journée à des familles non *regressadas*, et à tous ceux qui présentent des signes extérieurs « typiquement *regressados* », vestimentaires ou autres. Ces suspects sont alors soumis par les assaillants au test dit du riz (2) et, s'ils y « échouent », traités de « Zaïrois ». Les pillages n'épargnent alors aucun lieu suspect d'abriter des *regressados*, touchent jusqu'à des personnalités religieuses des Églises ou sectes dirigées par des Bakongo.

Quelques jours auparavant, les médias officiels avaient donné un large écho aux déclarations d'un Angolais accusant des citoyens zaïrois d'avoir, dans la province de Lunda-Norte, aidé l'UNITA dans la répression des partisans du MPLA, et affirmant surtout qu'un commando avait été infiltré en Angola par le pouvoir zaïrois pour assassiner le chef de l'État, José Eduardo dos Santos. Le

gouvernement déclarait, quant à lui, détenir des preuves de l'engagement de troupes zaïroises aux côtés de l'UNITA en Angola même. Sur fond d'un antagonisme angolo-zaïrois ancien, tout cela semblait donner une première explication aux exactions « anti-zaïroises » du 22 janvier 1993. On ne se fit d'ailleurs pas faute de rappeler 1975, et les batailles de Luanda contre les troupes « zaïroises » du FNLA (3). Du reste, si quelques voix d'individualités officielles et autorités religieuses s'élevèrent contre ce qu'elles considéraient comme un événement sans précédent dans les relations intercommunautaires à Luanda, un tel déchaînement de violence ne sembla pas vraiment étonner, sinon scandaliser. Interrogé par une chaîne de télévision française, le chef de l'État angolais déclarait ainsi : « *C'est choquant, mais c'est suite au mauvais comportement de certains ressortissants du Zaïre...* »

Ces propos n'ont certes pas aidé à améliorer le climat de défiance qui s'est installé entre le pouvoir et nombre de Bakongo, la communauté *regressada* en particulier. N'y a pas aidé non plus le débat au Parlement, où les partis formés par des Bakongo (4) accusèrent le pouvoir de passivité, voire de complicité dans les événements, les parlementaires du MPLA et leurs alliés soupçonnant, sinon accusant, ces partis (5) d'être à l'origine de l'agitation et des tracts dénonçant le « vendredi sanglant » qui commençaient à circuler.

Le rapport de la Commission parlementaire mise en place ne risque pas de clore le débat. Au-delà des déclarations des victimes ou témoins, rien dans ces cinquante pages ne permet de saisir les motivations profondes de ces événements. On y confirme bien la passivité et même la participation des forces de l'ordre, mais pour conclure qu'il s'est agi de « faux policiers », d'agents corrompus

* Cette recherche a été effectuée dans le cadre du programme « Transitions libérales en Afrique australe et en Afrique lusophone » du GDR n° 846 du CNRS et a bénéficié du soutien de la Mission de coopération française à Luanda. L'édition de cet article a été faite par C. Messiant et M. Cohen à partir du rapport originel *Les Bakongo et la transition démocratique en Angola : démocratie ou représentation ethno-régionale*, Luanda-Paris, 1994 (multigr.).

(1) Les Bakongo (singulier mukongo, langue kikongo) occupent les trois provinces nord-occidentales du pays, celles du Zaïre (135 700 habitants) et d'Uige (714 700) et l'enclave de Cabinda (138 400) (chiffres du recensement de 1986). [L'emploi de kikongo comme adjectif par l'auteur a été conservé.]

(2) En portugais : « arroz », la prononciation « correcte » des deux « r » distinguant le

non-*regressado*...

(3) Le Front national de libération de l'Angola était, avant la constitution de l'UNITA en 1966, l'une des deux grandes organisations nationalistes, avec le MPLA. La guerre qui marque l'indépendance oppose, avec des aides étrangères massives, d'un côté le MPLA, de l'autre l'UNITA et le FNLA (NdE).

(4) Sur les partis formés par des Bakongo, voir *infra*.

(5) Particulièrement le PDP-ANA (Parti démocratique pour le progrès de l'Alliance nationale angolaise). Ces accusations sont reprises dans le rapport de la Commission d'enquête : Assembleia Nacional : *Relatório da Comissão de Inquérito sobre os acontecimentos de 22 de Janeiro de 1993*, Luanda, s.d., p. 34. (Nous avons eu accès à la version dans son état « confidentiel », non encore datée).

qui ont profité de l'occasion pour se livrer à des actes criminels, et de policiers juste rentrés de zones occupées par l'UNITA avec l'aide des « troupes zaïroises » (qui donc — cela n'est pas dit mais s'entend — se seraient vengés contre les « Zaïrois »).

Plus d'un an après, des questions restent sans réponses quant à l'origine, au déroulement et au bilan de ces événements. Mais sur le plan moral et politique, les conséquences sont bien visibles, dans les rapports au pouvoir de la communauté bakongo-*regressada*, mais également dans les rapports intercommunautaires.

La question est devenue taboue, et est éminemment politique. Elle a amené à poser explicitement et dans des termes nouveaux le problème de l'avenir territorial et institutionnel de l'Angola. Elle met en outre en relief des convergences dans les discours politiques ou idéologiques de certains protagonistes de la contestation kikongo et ceux de l'UNITA (6).

Les Bakongo dans la société : aspects généraux

Les Bakongo, qui sont environ un million, constituent numériquement le troisième groupe ethno-linguistique d'Angola après les Ovimbundu et les Mbundu. Beaucoup, à Luanda, sont des *regressados* (7). Ils occupent surtout certains quartiers, mais on les trouve partout, y compris dans les « quartiers chics ». Il n'y a pas « ghettoïsation » des *regressados* et moins encore des Bakongo. Ils sont aussi dans tous les marchés, depuis les places « sauvages » dont ils sont les promoteurs jusqu'aux marchés municipaux ; ils y vendent surtout du textile, des appareils audio et vidéo et du mobilier, fruit d'un authentique « commerce à longue distance » qui les mène de Luanda à Kinshasa, Brazzaville, Windhoek, Johannesburg, Lagos, Abidjan, Bruxelles, Hong-Kong même...

Dans chacun de ces quartiers, les Bakongo tiennent au moins une Église ou une secte religieuse. Les principales restent les plus anciennes Églises syncrétiques à prédominance kikongo, l'Église kimbanguiste et surtout l'Église tokoïste, mais à côté de celles-ci c'est surtout parmi eux et surtout chez les *regressados* qu'ont recruté les nouvelles sectes qui se sont développées ces dernières années. Les Églises protestantes, notamment l'Église évangélique baptiste d'Angola et l'Armée du Salut, toutes deux dirigées par des Bakongo, sont également actives.

Sur le plan politique, le fait le plus marquant est la prédominance des partis fondés par des Bakongo dans les partis d'opposition : outre le vieux mouvement nationaliste de Holden Roberto,

(6) Voir J.-M. Mabeko Tali, *op. cit.* nombre des Bakongo ou des *regressados* parmi

(7) Je n'ai pas trouvé d'estimation du eux.

le FNLA, une dizaine des vingt-six partis recensés ont été formés par des Bakongo. Ils témoignent d'une dynamique au sein du groupe kikongo mais ne sont pas tous et pas forcément représentatifs (8), et c'est seulement une partie de l'élite kikongo qui est à leur initiative : cette élite est essentiellement dans l'appareil d'État et s'est tenue à l'écart des nouveaux partis. L'écrasante majorité des Bakongo ne s'y encadre pas, les résultats des élections de septembre 1992 montrant d'ailleurs que le parti au pouvoir tient la dragée haute aux partis d'essence kikongo sur leur propre terrain ethnique.

Peuple très attaché à ses traditions et à sa culture, les Bakongo constituent une population dynamique, qui prise le négoce et sait allier respect des traditions et goût de la modernité, l'élite la plus instruite ne dédaignant pas de se soumettre aux cérémonies et rites traditionnels dans les actes essentiels de la vie. Leurs conceptions et leur lecture du politique et du présent sont systématiquement nourries de l'histoire passée. Cette conscience aiguë de l'*ethnos* est particulièrement cultivée au sein de l'élite, mais reste largement partagée. Ainsi, lorsqu'on interroge les Bakongo sur leur place dans la société angolaise d'aujourd'hui, ils rappellent systématiquement l'histoire du royaume du Kongo (9).

Ce passé historique est assumé avec fierté par les Bakongo, dont certains pensent même qu'il est à la source de ce qu'ils considèrent comme « la haine » dont eux et surtout les *regressados* seraient victimes de la part des « descendants des anciens petits royaumes vassaux des monarques du royaume de Kongo » et qui aurait compté aussi dans les événements de janvier 1993.

Fiers de leur africanité, les Bakongo seraient victimes de gens qui « se disent détribalisés » mais qui « sont en réalité sans passé » (entendu « glorieux »), qui les accuseraient de « tribalisme » pour voir en eux des rivaux dans la direction du pays et comme tous ceux pouvant remettre en cause leur hégémonie dans l'appareil économique et administratif.

Ce qui, cependant, est frappant, est qu'à quelques exceptions près, les Bakongo-*regressados* refusent tout discours tendant à réduire l'antagonisme social dont ils se disent victimes à une lutte entre Mbundu et Bakongo. Leur lecture des rapports intercommunautaires de la société angolaise recourt ainsi volontiers au terme « créoles » pour désigner ceux qu'ils accusent de leur barrer la route de l'intégration et de la promotion sociale. Plus radical,

(8) Seuls le FNLA, le PDP-ANA et le PSD (Partido social democrático) ont obtenu respectivement deux sièges pour le premier, et un pour chacun des deux suivants au Parlement national.

(9) Au moment de l'arrivée des Portugais, le royaume du Kongo était à son apogée, l'influence de ses monarques s'étant étendue

jusqu'aux régions actuelles de Luanda et du Kuanza Sud, résultat d'un essaimage, de mouvements migratoires, de rapports plus ou moins lâches de suzeraineté ou d'alliances. Cette puissance traita un temps d'égal à égal avec le royaume de Portugal, et la noblesse kongo donna à l'Afrique en 1521 le premier évêque noir.

et plus direct, un autre discours les désigne comme « descendants de Portugais » ou « Portugais restés en Angola » (et « pratiquant la double nationalité depuis toujours »). Ces termes se réfèrent bien entendu aux métis (les « descendants ») et aux Blancs (les « Portugais ») d'Angola. Mais les accusations visent souvent aussi ceux qualifiés d'« anciens auxiliaires des Portugais », c'est-à-dire ceux des Noirs non *regressados* qui ont appartenu à la catégorie des « assimilés » dans la société coloniale. Eux aussi, selon ce discours, feraient obstacle à la promotion des Bakongo et surtout des *regressados* et les redouteraient pour leur « suprématie tant numérique que qualitative en cadres ».

Même s'ils estiment que « *les Mbundu sont au pouvoir, les Ovimbundu veulent le conquérir, et les Bakongo sont des instruments entre les mains des uns et des autres* », les Bakongo *regressados* estiment que depuis leur retour d'exil, ce n'est pas une élite ethnique à proprement parler qu'ils ont dû affronter, mais bien l'élite urbaine diversifiée engendrée par le système colonial portugais. La prédominance dans l'appareil de l'État et de l'économie d'une élite somatiquement distincte a servi cette vision de la société post-coloniale et des luttes hégémoniques qui la traversent — une vision très largement partagée dans les milieux concernés, et qui explique que l'on exclut généralement tout caractère « tribal » et ethnique aux exactions commises contre les *regressados* le 22 janvier 1993, comme aux humiliations et discriminations dont ils se disent victimes depuis des années.

Le retour de la diaspora et la naissance d'une problématique du *regressado*

Pour ce qui est de l'histoire récente, les cadres et autres Angolais *regressados* situent ce qu'ils considèrent comme le début de leur tragédie en 1974-1975, après la chute du régime colonial et le début de la nouvelle guerre d'Angola.

Du fait de la dureté du système colonial et notamment de la spoliation des terres du Nord après la Seconde Guerre mondiale, un mouvement massif avait drainé vers les Congo français et surtout belge les Bakongo angolais. Cette émigration s'intégra et prit racine, en plus grand nombre au Congo belge bientôt devenu Zaïre. Mais l'idée d'un retour et de multiples liens continuèrent d'entretenir le désir d'un retour. Avec la chute du régime colonial en 1974 commença un mouvement inverse, massif, à la mesure des espérances d'une nouvelle vie dans une « Terre Promise » débarrassée de l'oppression coloniale.

Mais ce courant de retour se fit dans une conjoncture de confrontation entre les trois organisations issues de la guérilla, FNLA,

MPLA et UNITA. Le FNLA était précisément né au sein de l'élite urbaine de cette diaspora et ses liens avec l'élite politique du Zaïre étaient anciens. Dans les conditions d'alors de conflit armé, l'alliance militaire du FNLA avec l'armée du président Mobutu contre le MPLA et ses alliés se traduisit par la présence de soldats zaïrois dans les troupes de Holden Roberto. Il y avait cependant surtout dans l'armée du FNLA des Angolais de la diaspora, mais dans leur écrasante majorité ils ne parlaient pas la langue portugaise, et avaient été formés dans la culture urbaine zaïroise. La difficulté linguistique et l'assimilation à la culture zaïroise rendant déjà l'intégration difficile, la conjoncture de violence dans laquelle ces Angolais de l'exil regagnaient leur terre d'origine ne pouvait qu'aggraver le problème et engendrer nécessairement une problématique identitaire.

En effet, la confrontation entre MPLA et FNLA et son prolongement dans la société globale ne relevaient pas que d'un conflit politico-militaire. C'était également — sinon plus profondément encore — une confrontation d'identités. La permanence de la défiance vis-à-vis de ceux que l'on appelle *regressados* et que l'on a eu tendance un temps à identifier *ipso facto* au FNLA témoigne de cette profondeur. A la violence armée du FNLA, le MPLA opposa, outre une réponse militaire, une violence sur le plan du discours, identifiant l'armée du FNLA avec celle de Mobutu — une armée étrangère envahissant l'Angola et menaçant l'indépendance réelle. L'implication du régime zaïrois dans le conflit initié en 1974 n'est plus à démontrer, et la société urbaine angolaise, luan-daise en particulier, a gardé l'image de soldats brutaux, ne parlant pas portugais mais lingala (10) et français. De là à étendre cette identification à tous ceux qui rentraient d'exil du Zaïre, il n'y eut qu'un pas, qui fut vite franchi, et qui allait se résumer en un amalgame simpliste : *regressados* = FNLA = *Zairenses*. Ainsi naquit la problématique du *regressado-Zairense*. Le MPLA ne fit aucun effort pour décourager et corriger une telle équation par une éducation civique de la société. C'est l'un des reproches majeurs qui lui sont adressés aujourd'hui par les Bakongo en général, et tout particulièrement par les *regressados*.

Ainsi, on peut répartir ce conflit latent entre le *regressado* et le reste de la société urbaine angolaise en deux volets initiaux : le conflit armé entre MPLA et FNLA a des prolongements dans la vie des Angolais rentrés du Zaïre, identifiés au FNLA ; un conflit culturel et identitaire commence dès 1975 : les *regressados* voudraient vivre en Angola à l'image de leur pays d'exil (le Zaïre), vu comme « plus africain, et moins tourné vers le Portugal, et surtout vers

(10) Langue véhiculaire parlée essentiellement au Zaïre et au Congo, avec cependant, plus récemment, une progressive exten-

sion vers le Nord de l'Angola, du fait du retour de la diaspora angolaise.

le Brésil ». Les non-*regressados* quant à eux voient en eux des étrangers, qui défieraient les traditions urbaines luandaises. Porteurs d'une culture urbaine différente, qui se manifeste à travers les pratiques vestimentaires, alimentaires et autres, les *regressados* vont rester enfermés par les autres communautés angolaises dans des stéréotypes et des préjugés que la presse locale distille de temps à autre, comme s'il s'agissait de citoyens venus d'une autre planète, étrangère et largement hors la loi (11). Cela entraîne en réaction une tendance de cette communauté à l'enfermement dans une mentalité de ghetto, justifie, en retour, la convergence de plus en plus évidente ces derniers temps entre les discours *regressado* et savimbiste, pour qui les « créoles » de Luanda, métis, Blancs, Noirs « détribalisés », « Angolais non *genuinos* » (12), deviennent l'ennemi commun, opposé à tout pouvoir « non créole », « plus tourné vers l'Afrique profonde », etc. Cela se traduit également par une vision largement partagée de leur univers, marquée par une valorisation de l'apport des Bakongo : ils seraient les précurseurs de la lutte de libération et de la naissance d'une culture politique angolaise ; ce seraient eux aussi, et surtout les *regressados*, qui auraient « appris aux autres Angolais à se débrouiller » et permis par leurs initiatives la relance de l'activité économique ; c'est parce qu'ils la contrôlèrent, surtout dans le secteur informel, et du fait de leur importance dans le secteur public qu'ils susciteraient la « jalousie » des autres Angolais. Qu'en est-il ?

Le poids des *regressados* dans le secteur public est à nuancer par rapport à l'affirmation par eux d'une suprématie, en nombre et en qualité, des cadres bakongo, et principalement *regressados* : il n'a pu y avoir « prédominance » des cadres bakongo formés pendant l'exil, pour une série de raisons : leur rapport à la langue portugaise a constitué un facteur important de blocage pour bon nombre, dans divers secteurs sensibles ; une sorte de préjugé a en outre longtemps prévalu sur tout diplôme obtenu au Zaïre : la suspicion de « tripotage » de tout ce qui en provenait fit longtemps obstacle à la promotion de cadres dont certains eurent beaucoup de mal à démontrer leurs capacités. C'est du reste ce blocage qui alimente depuis lors leur sentiment, unanime, d'exclusion et de discrimination.

S'il y a un secteur où les *regressados* ont fait preuve d'un extraordinaire dynamisme, c'est bien le secteur du commerce. Ils ont indéniablement eu dans l'activité économique privée un rôle pionnier. Trempés à l'école zaïroise de la débrouillardise, ils ont imprimé très tôt au secteur informel, notamment à Luanda, un rythme qui

(11) Voir la description du quartier « Palanca » comme « une "République" dans la ville » dans le *Journal de Angola*, 22 août

1993 in J.-M. Mabeko Tali, *op. cit.*, p. 19.

(12) *Genuino* : authentique, de souche, d'origine prouvée.

a rapidement fait voler en éclats les barrières imposées par l'État dans le cadre de l'économie centralisée. Ils sont à l'origine de nombreux petits marchés dits parallèles, qui prolifèrent et prospèrent depuis quelques années dans les quartiers populaires de Luanda.

Si les *regressados* ont été, sont toujours, actifs et nombreux dans l'économie informelle, ils ne sont pas le moteur des affaires en Angola. L'éclatement du système commercial et le départ massif des colons à l'indépendance, ainsi que le dérèglement de l'activité économique globale du pays depuis, avaient laissé un vide qu'ils ont tôt fait de combler, constituant ainsi l'un des viviers de la classe moyenne angolaise naissante. Mais cet apport reste cependant limité. L'achat de véhicules d'occasion en Belgique et leur revente en Angola ou leur conversion en taxis privés, dont les *regressados* sont en effet les grands initiateurs, ne suffit pas à en faire les opérateurs principaux : leur place reste secondaire dans le grand commerce, aujourd'hui surtout aux mains d'une élite de Luanda, Lobito ou Benguela ou d'agents expatriés (Indiens, Italiens, Portugais, Libanais) contrôlant les grands réseaux, telles les juteuses représentations commerciales et concessionnaires, liées à de grosses maisons étrangères, dans les domaines de l'automobile, du mobilier de luxe, de l'agro-alimentaire, l'électroménager, la construction civile, etc. Même dans le secteur du transport privé, du textile importé (textile usé en particulier), leur ancienne suprématie est en passe d'être remise en cause par l'entrée d'autres communautés angolaises.

Quant à la débrouillardise, souvent assimilée et mêlée à la délinquance (et qu'on leur impute généralement — renforçant cette autre image stéréotypée du *regressado* ou *Zaireuse* voleur et revendeur de voitures, faussaire impénitent — alors qu'elle reste relativement limitée par rapport à celle d'autres communautés, même si elle existe bien), c'est elle qui alimente le secteur informel. Tous, déserteurs de l'armée, jeunes venus des campagnes chassés par la guerre, policiers « ripous », etc., s'y livrent. Avec la précarité de la vie (et non sous l'effet des « leçons » apprises des *regressados*), le « système D » s'est étendu à toutes les communautés et à tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays.

Le « vendredi sanglant » dans le discours des Bakongo

Logiquement, étant donné la vision qu'ont les *regressados* d'une société dominée par des créoles et détribalisés et l'importance du thème de l'« obstacle métis et blanc » à leur ascension sociale, ils soupçonnent ou désignent ces catégories comme ayant joué un rôle d'instigation dans les événements du 22 janvier.

Il y a des exceptions à ce discours accusateur, de la part de cadres ayant réussi leur intégration à la société angolaise. Ceux-ci

ne nient certes pas qu'il y ait un « problème métis-blanc », mais ne voient pas en ces catégories la cause principale des problèmes de la communauté *regressada*. Mais ils sont une infime minorité : nous n'en avons trouvé que quatre sur les dizaines d'entretiens réalisés.

La vision la plus entendue dans le milieu *regressado* est qu'ils y seraient impliqués. Certains estiment que derrière les exactions du « vendredi sanglant » se cacheraient des enjeux économiques, notamment immobiliers, auxquels seraient mêlés des intérêts portugais, anciens propriétaires revenus — dans le cadre de l'ouverture économique — récupérer leurs biens, qui seraient selon ces dires en majorité aux mains de *regressados*. Cette suspicion est soutenue par une très grande hantise d'une « recolonisation portugaise » et de l'idée que « le Portugal attise le feu de la guerre en Angola ». Il y a là une jonction évidente — même involontaire — avec le discours savimbiste sur le rôle du gouvernement portugais dans le conflit angolais. Et cette opinion en rejoint une autre qui voit dans les événements de janvier 1993 « l'œuvre d'une main invisible », identifiée à « ceux qui se disent détribalisés, et se croient de ce fait mieux préparés pour diriger l'Angola ».

L'essentiel des accusations sont cependant adressées aux institutions gouvernementales, ainsi qu'au MPLA. D'aucuns voient dans le « vendredi sanglant » l'œuvre du gouvernement lui-même (13). On accuse en particulier le ministère de l'Intérieur d'en être le « maître d'œuvre ». D'autres estiment que si le gouvernement n'avait pas eu intérêt à cautionner ou organiser une « chasse » aux Bakongo ou aux *regressados* en particulier, et qu'il n'est pas en cause en tant que tel, de même que le MPLA, sont en revanche impliqués des secteurs déterminés de ces deux institutions (ce qui ramène à désigner les mêmes catégories somatiques), ceux qui soupçonnaient les *regressados* d'avoir voté massivement pour Jonas Savimbi et l'UNITA, et ont voulu « le leur faire payer ». Cette dernière opinion est exprimée avec d'autant plus d'indignation que, rappelle-t-on, « le MPLA et José Eduardo dos Santos ont obtenu plus de voix au Nord que le FNLA et son leader, Kikongo d'origine » (« preuve que les Bakongo ne sont pas des tribalistes invétérés,

(13) Selon un tract intitulé *Os Bakongo não precisam de bálsamo* (cf. J.-M. Makebo Tali, *op. cit.*, p. 24) : « Des faits incontestables confirment que les massacres du vendredi sanglant ne sont en aucun cas le résultat d'une quelconque colère populaire — telle que le MPLA sait en fabriquer —, mais bien celui d'une action planifiée, orientée par une main invisible. La veille du pogrom, il y avait eu des réunions au ministère de l'Intérieur et dans différents commissariats de

police de Luanda ; mais également, le refus du commandant de la police provinciale, lorsqu'il fut appelé à dépêcher d'urgence des renforts pour secourir les victimes des agressions, tout comme le fait que les appels au calme lancés par des personnalités politiques n'aient pas été diffusés par la Radio nationale d'Angola (RNA), confirment qu'il y a bien eu la main du gouvernement dans le massacre des Bakongo pendant ledit « vendredi sanglant ».

comme on voudrait le faire croire », renchérit-on).

En fait, il n'y a pas une lecture unique tant des événements que du rapport au pouvoir politique parmi les Bakongo.

Les Bakongo et la transition démocratique : convergences et divergences

Le résultat des élections dans les trois provinces bakongo n'est pas un raz-de-marée pour les partis formés par des Bakongo, au contraire ; et le FNLA et son vieux leader, Holden Roberto, se sont retrouvés en deçà des prévisions les plus pessimistes : 2 députés sur 5 (2 pour le MPLA, 1 pour l'UNITA) dans la province natale de Holden Roberto (Zaïre), et aucun élu dans la province de Uige (3 pour le MPLA et 2 pour l'UNITA), et à Cabinda (4 élus au MPLA, 1 à l'UNITA).

Les Bakongo n'ont donc pas réagi face aux enjeux de ces premières élections démocratiques par un vote ethnique. Mieux : le gros des électeurs qui ont voté contre le MPLA et son président l'ont fait de manière générale au profit de l'UNITA et de Jonas Savimbi, tant dans les régions bakongo qu'en ce qui concerne les communautés se trouvant hors de celles-ci, en particulier les milieux *regressados* de Luanda.

D'autre part, si l'opposition est aujourd'hui, proportionnellement, composée en majorité par les partis d'essence kikongo, c'est aussi que les Bakongo se sont politiquement dispersés. Pourquoi cette « dispersion » alors que l'accumulation de ressentiments — sensible chez tous les interlocuteurs — aurait pu constituer un facteur de « convergence ethnique » face aux enjeux des élections ?

Lorsqu'on les interroge sur l'absence de convergence autour par exemple du FNLA et de Holden Roberto, bon nombre de *regressados* recourent une fois encore à l'histoire : Holden Roberto n'aurait, selon eux, jamais été un rassembleur, même du temps de la lutte nationaliste ; sa pratique aurait eu tendance à marginaliser les cadres non originaires de São Salvador : les cadres bazombo, et ceux de l'Uije en général ; de vieilles rivalités entre les descendants de l'ancienne noblesse du royaume de Kongo auraient elles aussi joué, tout cela expliquant que le MPLA ait gagné plus d'un transfuge du FNLA.

Mais c'est plus que tout (14) l'absence du FNLA de la scène politico-militaire depuis son échec militaire en 1975-76 qui aura contribué à son échec à rassembler les Bakongo, et l'image de fai-

(14) Pour leur part, les dirigeants du FNLA expliquent leur échec électoral par le manque de moyens et du temps nécessaires à la préparation de la bataille électorale, en

plus de leur longue absence de l'actualité angolaise — retenue comme le plus préjudiciable à leur parti.

blesse et de vieillissement de son leader à son retour en 1991 — contrairement à l'UNITA et son chef qui s'étaient créé par leurs actions armées une image de puissance qui compte. A l'écrasante majorité de nos interlocuteurs *regressados* à Luanda, l'UNITA est apparue comme le parti le mieux préparé pour les défendre face au MPLA. Leur vote (et non, je le rappelle, celui de l'ensemble des Bakongo) pour l'UNITA et Savimbi traduit aussi l'espoir d'être sous cet autre régime mieux tolérés et acceptés tels qu'ils sont. Le discours électoraliste de l'UNITA ne se fit pas faute d'exploiter ces espérances.

Le bon score réalisé par le MPLA au Nord, en région kikongo, traduit surtout une dispersion de l'électorat. En fait, la prolifération des partis politiques d'essence kikongo est le reflet d'intérêts divergents au sein de cette élite. De manière générale, les cadres bakongo ne peuvent se plaindre d'avoir été totalement et depuis toujours marginalisés par le MPLA. De grands cadres de la guérilla furent bakongo, et cette ethnie fut longtemps largement représentée dans les organes de direction. Pour ces cadres de la *nomenklatura*, l'insatisfaction traduit essentiellement la réduction progressive de l'espace qu'ils ont dans les organes de direction du parti et de l'appareil d'État. Mais sauf très rares exceptions, ces Bakongo « de toujours » dans le MPLA n'ont pas rejoint les partis d'opposition.

C'est au niveau des Bakongo rentrés d'exil que la frustration est la plus aiguë : contrairement aux Bakongo non *regressados*, et tout particulièrement à ceux intégrés à la *nomenklatura* depuis l'indépendance, les *regressados* estiment que leur dynamisme économique et leur esprit d'entreprise ne sont pas payés de retour par une plus grande place dans les institutions nationales, se sentent jalouxés pour leur enrichissement et disent ne pas être reconnus comme de « vrais » Angolais. Ils sont pris dans un tourbillon socio-culturel et identitaire qui explique qu'ils soient les véritables acteurs et protagonistes de la contestation kikongo telle qu'elle se manifeste depuis quelques mois, à partir notamment de la « chasse aux Zaïrois » de janvier 1993.

Les petits partis ont été formés majoritairement par cette élite politique *regressada*. C'est elle qui aujourd'hui estime que « les contradictions interethniques » ayant atteint « un stade antagonique » débouchant sur une confrontation physique, cela « contrarie tout projet d'une nation angolaise unitaire » et fait que « le devenir, le salut des Bakongo réside dans une solution fédérale pour l'Angola ». Le fédéralisme serait le « seul moyen pour chaque ethnie de pouvoir vivre en sécurité » et de pouvoir « jouir pleinement des richesses de son espace territorial », car, affirme-t-on avec force conviction, « depuis l'indépendance, seuls les gens de Luanda ont profité du

pétrole des territoires bakongo de Cabinda et de Soyo » alors que ces régions « sont toujours dans la misère ».

En fait la question de la mauvaise redistribution sociale des richesses nationales pèse de tout son poids dans les frustrations des cadres du Nord, qu'ils soient bakongo ou lunda-tchokwe. Le FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda) en nourrit son discours ; l'élite des provinces du Zaïre et de Uige fait de même ; les Lunda-Tchokwe n'ont cessé de poser le problème de la redistribution sociale de l'exploitation et de la vente de « leur » diamant. L'« ogre luandais » est pointé du doigt, et accusé de faire la sourde oreille aux besoins des provinces. Quoi d'étonnant, donc, à ce que le discours de Savimbi contre ce qu'il appelle les « créoles de Luanda » soit repris en écho — même par simple coïncidence et non point par alignement politique et idéologique — par les élites contestataires ? (15).

Mais cette question du devenir territorial et institutionnel (16) de l'Angola n'est pas envisagée de la même manière par tous les Bakongo, y compris au sein des *regressados*. Au sein de la couche populaire (petits vendeurs, coiffeurs, étudiants désœuvrés) le désir d'intégration s'exprime fortement et spontanément — pour peu qu'on laisse les Angolais rentrés du Zaïre vivre selon leurs coutumes, et qu'on ne les traite pas en étrangers. Les mots *regressados*, *Zairenses* sont pris comme une injure à leurs origines, le symbole d'une exclusion.

Les solutions radicales — indépendance, restauration du royaume du Kongo, « lutte armée de libération des terres du Kongo contre le colonialisme angolais » — ne sont prônées que par certains groupuscules dont tout indique qu'ils résident à l'extérieur du pays. En Angola même cependant, une publication clandestine intitulée *Sikama* (17), qui semble bien être l'œuvre de cadres liés surtout au milieu universitaire, exprime un courant très proche de ces positions radicales.

Mais entre les *regressados* et les Bakongo non *regressados*, les différences, et parfois la distance, sont grandes : fortement marqués par la société coloniale, notamment par la culture effectivement créole du milieu urbain, surtout luandais, les Bakongo non *regressados* ne se reconnaissent pas forcément en leurs frères rentrés d'exil. La différence socio-culturelle qui les oppose au *regressado* est, en dernière analyse, la même, basée sur la confrontation identitaire et

(15) Cette convergence de discours avec l'UNITA gêne bon nombre de ceux qui, au sein de l'élite kikongo, y compris dans les milieux *regressados*, veulent éviter tout collage, ou tout au moins toute identification de leurs aspirations avec les ambitions de Jonas Savimbi — identification que ne manquent pas de faire le gouvernement et les

partis opposés à l'UNITA.

(16) Les différentes positions sur cette question sont développées dans J.-M. Mabeko Tali, *op. cit.*, pp. 32-39 (NdE).

(17) Le mot « *sikama* » provient du verbe lingala/kikongo « *kosikama* » : résister/résistance.

culturelle, que celle qui oppose celui-ci à l'ensemble de la société urbaine angolaise. Du reste, ce que cette société urbaine exprime de mépris et de préjugés à l'endroit de celui qu'elle appelle *regressado*, elle ne le fait pas envers un Kikongo en tant que tel, mais bien envers quelqu'un qui, selon ses « bonnes manières » urbaines — héritées de la société coloniale portugaise — est un « rustre », un « éternel marginal ».

Pour le *regressado*, par contre, le *sungura* (18) n'est plus vraiment un Africain : l'élite noire angolaise en général ne parle pas la langue de l'ethnie d'origine, se dit « détribalisée » pour justifier son intolérance vis-à-vis des autres, en l'occurrence des Bakongo, et surtout des *regressados*, très attachés à leurs traditions, et aux habitudes acquises dans une autre société urbaine — la zaïroise —, entendue comme « plus africaine ».

Cet échange de désignations et de préjugés, accentué par le facteur racial, constitue un critère supplémentaire de tension dans une société déjà écartelée par la guerre. Des facteurs socio-culturels ont opposé et opposent toujours *regressados* et non *regressados* dans leur ensemble. Ils ont pu être mis à profit par des secteurs donnés de la société pour satisfaire des intérêts particuliers et anti-sociaux. Mais on ne saurait parler de marginalisation des Bakongo en tant qu'ethnie, et on ne peut même pas parler vraiment d'intolérance entre *regressados* et non-*regressados*. Avant le 22 janvier 1993, ils ont bien vécu côte à côte dans les quartiers de Luanda, et maints témoignages montrent que face aux assaillants du « vendredi sanglant », d'autres citoyens non *regressados* et non bakongo ont manifesté leur solidarité envers leurs voisins. Les relations entre communautés n'avaient pas atteint un stade d'antagonisme qui pût expliquer les événements du 22 janvier 1993.

Le désir d'intégration dans l'ensemble angolais des citoyens *regressados* est d'autre part beaucoup plus fort que ne le laisse supposer le discours de l'élite, même si cette intégration est conditionnée au principe de « l'union dans la diversité » : qu'on laisse les *regressados* vivre comme ils l'ont appris dans leurs pays d'exil ; qu'on respecte leurs habitudes vestimentaires, alimentaires, etc., et qu'on cesse de les regarder comme des étrangers. Mais également qu'on donne aux régions bakongo ce qu'elles méritent au regard de leur contribution à la richesse nationale. Le caractère désolant de ces régions par rapport à l'apparente prospérité de Luanda est un profond motif de frustrations et de ressentiments.

L'évocation d'une solution fédérale est, à notre avis, à la mesure de la frustration de cet effort d'intégration de la communauté *regressada*, particulièrement aiguë au sein de l'élite intellectuelle, qui ne

(18) « *Sungura* » est une danse urbaine typiquement luandaïse. Les *regressados* traitent donc aussi de « *sunguras* » les non-*regressados*.

se sent ni jugée à sa valeur ni acceptée, mais « exploitée et utilisée, sans contre-partie en droits et privilèges sociaux », à l'égard des autres élites. Mais l'éclatement politique de l'ensemble kikongo est le premier obstacle à franchir par ceux qui prônent une telle solution. *Regressados* ou non, les Bakongo sont aujourd'hui habités par un sentiment général d'insatisfaction. Mais les motivations — et les choix politiques — sont très divers. Il n'y a pas convergence des Bakongo sur les questions fondamentales qui se posent à cette ethnie dans le contexte actuel. Leur avenir se jouera dans l'ensemble du processus de transition démocratique angolais, dans la balance duquel pèseront de tout leur poids trois facteurs au moins : l'importance d'autres affirmations ethnico-régionales ; la démocratisation totale de la société, et une redistribution sociale équitable des richesses nationales.

Mais les événements du 22 janvier 1993 ont infléchi et radicalisé la question, concentré qu'ils sont d'une confrontation globale, identitaire et socio-culturelle, rendue dramatique par des enjeux politiques dans un contexte où la violence semble devenue la seule façon de régler un différend.

Jean-Michel Mabeko Tali
Doctorant, Paris-VIII
Luanda, janvier 1994